

Docteur Pierre, Mister Moscovici : tremblez braves gens, le commissaire à l'économie est allé se faire voir chez les Grecs



Quand le ministre français voulait que la politique se décide à Paris et le commissaire européen qu'elle s'impose de Bruxelles sur Athènes.

Avec Serge
Federbusch

1 - Matin grec et crépuscule européen

"J'espère être meilleur commissaire européen que ministre français" avait déclaré Moscovici alors qu'il planchait devant le Parlement européen pour que sa nomination soit entérinée. En charge de l'économie sous Ayrault, avec les brillants résultats que l'on sait, il avait eu auparavant quelques timides mouvements de menton pour expliquer que la politique française ne se décidait pas à Bruxelles ou Francfort mais à Paris. Il lui fallait faire oublier cette forfanterie ainsi qu'une pratique systématique du mensonge et de la présentation biaisée des comptes publics.

Voilà désormais Moscovici à Athènes, relayant les tentatives d'intimidation de l'électorat local qui pourrait céder, comme naguère l'équipage d'Ulysse, aux chants de sirènes d'extrême gauche et d'extrême droite. Ces créatures dangereuses ne veulent plus entendre parler de la politique dite d'austérité qu'on leur inflige depuis quatre ans. Ce pays, petit par sa taille mais grand par ses dettes, rend nerveux les marchés financiers et les bureaucrates européens. Cherchant à rassurer, ces derniers font savoir qu'une dénonciation par Athènes des mémorandums sur sa politique budgétaire n'aurait que peu d'effets sur le reste de l'Europe. Pourtant, l'inquiétude est réelle et ce n'est pas un clone de Moscovici qui s'est promené l'air crispé dans les rues d'Athènes. Qu'en déduire ?

Certes, la cause grecque est peu défendable. Corruption des fonctionnaires et des élus (le dernier scandale en date touche le monde du football où il faut croire que pas un match d'importance n'a été loyal), système social podagre du fait d'un clientélisme généralisé, évasion fiscale à grande échelle (il suffit d'observer les pratiques de l'église orthodoxe ou des armateurs) : tout dysfonctionnait sur les sublimes rivages de la mer Egée. Andreas Koreas, procureur en charge de l'affaire de ces ballons qui ne tournent pas rond a ainsi écrit que : « L'évaluation du contenu de conversations téléphoniques montre que le président de l'Olympiakos FC et ses proches collaborateurs ont tenté de manipuler des officier de police, des juges, des politiciens et d'autres hommes de pouvoir du pays pour servir leurs intérêts, leur promettant en échange de services d'importants postes au sein du club une fois qu'ils quitteraient leurs fonctions dans le secteur public ».

Pourtant, si un alcoolique notoire mérite un séjour en cellule de dégrisement suivi d'une cure de désintoxication faut-il le priver de nourriture ou, surtout, lui administrer des médicaments inadaptés ? **Car le vice de construction de l'Euroland n'a pas disparu. Les**

efforts de restructuration sont vains s'ils aboutissent à perpétuer le cours d'une monnaie encore largement surévaluée malgré sa baisse de 10 % face au dollar ces derniers mois.

Les Grecs, comme les autres peuples cigales, pourront bien se serrer la ceinture des années (trois au minimum selon le dernier canular de Valls), ce handicap ruinera le fruit de leurs efforts.

Rappelons que ces trois dernières années les Grecs ont accepté la diminution du salaire des fonctionnaires (- 10 %) ; celle des pensions accordées aux retraités (- 10 %) ; le recul de 5 ans de l'âge légal de départ à la retraite (65 ans contre 60) ; la réduction des investissements publics et des dépenses de fonctionnement de l'État ; la création de nombreux nouveaux impôts comme une hausse de 10 % des droits sur l'essence, le tabac et l'alcool et enfin une augmentation de la TVA de quatre points (23 % contre 21 %, et contre 19 % avant mars 2010). **Quant au salaire minimum des plus de 25 ans, il est fixé à 750 euros mensuels et nombreux sont ceux qui ne touchent guère plus. Le revenu moyen des Grecs a baissé de 31 % depuis 2010 ... On est bien loin des émoluments des commissaires européens, non ?** Une sacrée dose de cynisme est donc nécessaire à Bruxelles pour considérer que la prévision d'un retour de la croissance à deux ou trois pour cent en 2014 est le signe que les choses s'arrangent alors que le PIB grec a reculé de 23 % entre 2009 et 2013.

Dans ces conditions, peu importe l'amphore pourvu qu'on ait l'ivresse du vin résiné, euphorisante boisson locale. Souhaitons que les électeurs grecs renversent la table de la taverne. Une banqueroute est dangereuse mais il suffit de relire le magnifique César Birotteau de notre génie national des lettres, Balzac, pour comprendre que le respect de règles de remboursement absurdes est pire encore. On en meurt de misère. En Grèce comme en France, en Italie ou en Espagne, de vraies réformes doivent être engagées. Elles ne se limitent pas à une baisse aveugle des revenus. **Mais il faut être libéral jusqu'au bout et ne pas admettre que les efforts de productivité et d'innovation soient étouffés par un corset de règles absurdes.**

Dans ces conditions, la scandaleuse immixtion de Moscovici et de ses complices dans les affaires grecques, alors que les commissaires européens sont juridiquement de simples fonctionnaires ne l'oublions pas, mérite que ce peuple leur réponde par un de ces fameux matins qui ont fait sa renommée intellectuelle. Il s'agissait et il s'agit encore de reprendre les explications et les concepts à leur base, de les soumettre à un raisonnement critique radical pour observer ce qu'il en reste. La philosophie grecque, née en même temps que la démocratie, est un "stress test" plus exigeant que ceux que la Banque centrale européenne fait passer aux banques du continent.

Nombreux furent les complices des dérives grecques : le nom de Goldman Sachs dit-il encore quelque chose à nos commissaires européens ? Cette banque fut un peu à la Grèce ce que l'aigrefin notaire Roguin fut à César Birotteau. Fort nocives sont en effet certaines pratiques des milieux financiers internationaux et de leurs complices en politique. Depuis la crise de 2008, il s'agit de faire accepter aux peuples le renoncement *de facto* à la démocratie contre le maintien sous perfusion de leur dette publique. Cette dernière n'a du reste cessé de croître en Grèce : 112 % du PIB en 2008, 180 % aujourd'hui. Phénomène logique puisque le PIB baisse. Élémentaire mon cher Stravros ! Les mécanismes électoraux ne sont certes pas une forme idéale de régulation sociale, il suffit de voir qui est au pouvoir en France aujourd'hui pour s'en convaincre.

Mais ils valent mieux qu'une mise en esclavage des masses avec la carotte de la planche à billet et le bâton de l'austérité. La captation du pouvoir depuis dix ans par une oligarchie financière supranationale n'est pas qu'un fantasme. Et tant pis si ce sont d'Hellènes gauchistes qui lui portent le premier coup.

Allez (voir chez) les Grecs !

2 - SNCF, Poste, EDF : les maux français en modèle réduit

Alors que le monde entier ne parle que de déflation et de baisse historique des prix de l'énergie, que nous concoctent les dirigeants de la SNCF ou de la Poste, avec la complicité gouvernementale ? Des hausses de 3 à 7 % de leurs tarifs ! Monopole, quand tu nous tiens ... Enfin, de monopoles il n'y en aura bientôt plus. Quand prendre l'avion revient moins cher qu'embarquer sur un TGV et que l'envoi de lettres relève du dandysme en ces temps numérisés, ces hausses seront synonymes d'évaporation progressive des clients.

Mais pourquoi donc cet entêtement à aller à contre-courant de la vérité des prix ? Il faut bien qu'à la SNCF les coûts salariaux déments et les avantages de la CGT continuent d'être financés. Et qu'on finisse, chez EDF, par négliger la sécurité des centrales pour maintenir les colonies de vacances de luxe des enfants du personnel. Mépris du client comme de l'électeur, investissements de prestige et politique de communication pour masquer la dégradation des infrastructures, abus des dernières rentes protégées : la SNCF, la Poste et EDF sont vraiment les modèles réduits de notre pays.

Que fait François Hollande du maigre espoir de relance dû à la baisse du prix du pétrole ? Il augmente les taxes sur l'énergie et proclame aussitôt que les réformes sont terminées ! Il ne faut pas s'étonner que les petits roitelets qui dirigent les dernières entreprises publiques imitent ce présidentiel exemple.